

Quand les crises durent : la théorie du capital constant et la crise mondiale en cours

(Document de travail)

Par Laurent Baronian (PHARE & CES, Paris 1 Panthéon-Sorbonne)¹

I. Introduction

La crise qui a commencé en août 2007 sous la forme d'une crise financière au nom un peu exotique, fut néanmoins reconnue dès novembre 2008 comme crise de la production et du commerce mondiaux (Eichengreen & O'Rourke, 2009). Elle entrera bientôt dans sa sixième année et les organisations économiques mondiales (FMI, OCDE, CNUCED) ne cachent plus que, ni la crise, ni le chômage de masse ne sont prêts de finir, en dépit de courts moments de reprise comme en 2010. Même si tous les yeux sont tournés sur les chiffres de la dette – la dette publique ou souveraine mais aussi la dette privée dont le montant reste toujours extrêmement élevé en dépit des opérations de transfert massif dans le budget des États –, les faits qui sont toujours têtus nous forcent à déplacer l'attention vers deux autres facteurs. Le premier tient au montant des capacités productives excédentaires non seulement dans les pays industriels développés (Carchedi, 2011), mais aussi en Chine (Aglietta & Landry, 2007). Le second, au coût croissant des matières premières, en particulier des énergies non-renouvelables : la hausse inexorable du prix du pétrole, l'« effet Fukushima », etc.

Tous deux forment des éléments constitutifs de ce qui est nommé depuis Marx le capital constant. Ils déterminent la composition organique du capital et expliquent pourquoi celle-ci est élevée et le restera. Ils pèsent sur le taux de profit, dépriment les attentes des investisseurs et finalement ralentissent voire dissuadent les investissements nouveaux. L'un et l'autre relèvent d'une problématique de l'accumulation du capital en longue période, qui comporte aujourd'hui l'irruption de ce que ce que O'Connor (1991) a appelé il y a près de vingt ans la « seconde contradiction du capital ».

¹ L'article qui suit est en partie le résultat d'une présentation faite par François Chesnais et moi-même en novembre 2011 au colloque annuel *Historical Materialism* à Londres. Je le remercie pour sa contribution tout en portant seul la responsabilité du texte dans son ensemble.

Dans la première partie, quelques aspects majeurs de la crise en cours seront définis dans leurs grandes lignes, tracées dans une perspective de longue durée. La deuxième partie est consacrée à la théorie du capital constant chez Marx, nécessaire à l'analyse du sens et de la portée de l'évolution de la composition organique du capital. Dans la troisième partie, on examine au travers de données statistiques sur la Chine et les USA, l'évolution de la productivité du capital, du taux d'exploitation et de la composition du capital dans ces deux principales régions économiques du globe. Comme on pourra le constater, l'année 2000 marque une rupture dans leurs relations mutuelles où jusqu'en 2007 les trois indicateurs mentionnés suivent une tendance identique qui accuse l'origine et l'ampleur véritablement mondiales de la crise.

II. La crise actuelle

II. a. Les racines de son extension et de sa durée

La crise amorcée en août 2007 sonne la fin d'une phase de plus de cinquante ans d'accumulation presque ininterrompue, la plus longue de toute l'histoire du capitalisme. Sa durée a tenu à la capacité du capital (les gouvernements des principaux pays capitalistes dans des rapports changeants avec les foyers privés de centralisation du capital et de pouvoir de la finance et de la grande industrie) à trouver successivement trois réponses aux barrières résultant de ses contradictions internes. Au terme de la période des « trente glorieuses », dont le fondement a été l'immense destruction de capital productif et de moyens de transport et de communication provoquée par l'effet successif de la crise des années 1930 et de la Seconde guerre mondiale, ces contradictions internes se sont manifestées de nouveau avec la récession de 1973-75. À ce que certains nomment sa « crise structurelle », le capital a élaboré trois solutions conduisant à la formation d'un véritable régime d'accumulation. Ce sont d'abord les politiques néoconservatrices de libéralisation et de déréglementation, dont le début remonte aux années 1978-1982 et la mondialisation du capital qu'elles ont engendrée. La « troisième révolution industrielle » des technologies de l'information et de la communication y est étroitement associée. Mais la solution est d'abord politique même si les TIC ont été un facteur permissif (*enabling factor*) qui a contribué pendant un temps à son succès. Puis à partir de la première moitié des années 1990 la mise en place d'un « régime de croissance » dans lequel l'endettement privé et dans une moindre mesure, public, sont devenus le soutien central à l'accumulation. La troisième

solution a été l'incorporation des pays émergents dans les mécanismes de l'accumulation, dont la Chine forme le pivot et son entrée dans l'OMC le jour de couronnement.

C'est pourquoi les traits spécifiques, l'ampleur et la durée probable de la grande crise qui commence en août 2007, incluent notamment les éléments suivants.

Son trait le plus caractéristique est de se développer dans le cadre du « *marché mondial constitué* » (Marx, 1857-58) à un degré bien plus fort qu'à aucune période antérieure ; avec des coûts potentiels de retrait (protectionnisme) beaucoup plus fort que dans les années 1930 (des pays comme l'Argentine et le Brésil ont pu le pratiquer alors sans rétorsion et commencer une industrialisation qu'ils poursuivront à la faveur de la guerre en Europe et en Extrême Orient) ; enfin et surtout dans une configuration où de très importants pays (les grands « émergents » en particulier) se sont, dans une certaine mesure, soustraits aux rapports politiques et économiques associés au terme impérialisme. Ce n'est qu'en partant du « *marché mondial constitué* », donc en y incluant notamment la Chine et ses fournisseurs de matières premières, que nous pouvons apprécier l'ampleur et la configuration de la suraccumulation du capital sous sa forme de capacités de production installées, de capital constant, et de la surproduction de marchandises qui l'accompagnent. La destruction de capacités de production installées en Europe et aux Etats-Unis a été « compensée » par la création de capacités au moins aussi importantes en Chine. La destruction des capacités dans de nombreux pays dont on parle peu (textile au Maroc, en Egypte et en Tunisie par exemple), mais aussi dans d'autres dont on parle plus, en contrepartie de l'exportation de semi-produits (cas du Brésil), exprime le poids d'une production chinoise où la « réorientation » vers le marché domestique est très loin d'être suffisante pour ne pas se déverser sur le marché mondial, et interdire toute reprise dans beaucoup de pays.

Le second trait de la crise actuelle est d'avoir éclaté au terme d'un processus qui a vu non seulement une accumulation très élevée de titres ayant le caractère d'à valoir sur la production actuelle et future dont personne ne connaît le montant astronomique exact ni les circuits (*shadow banking*) (Voir Adrian & Shin, 2009), mais aussi une construction politico-institutionnelle d'un « pouvoir de la finance » mondialisé. Ce pouvoir est aujourd'hui si fort que les banques et les investisseurs financiers, les marchés, ont pu établir une relation de caractère inédit avec les Etats, qui leur permet de dicter dorénavant la conduite des gouvernements « occidentaux ».

Enfin le troisième trait est que la crise se développe tandis que les politiques de libéralisation et de déréglementation ont détruit le cadre national dans lequel des

instruments anticycliques avaient été mis au point. Pour le capital ces politiques ont leur « bon » comme leur « mauvais côté ». Elles ont mis les travailleurs en concurrence de pays à pays et de continent à continent comme jamais de manière à affaiblir les positions du travail face au capital et éliminer jusqu'à présent la « peur des masses » comme aiguillon de la conduite du capital. Mais d'un autre côté aucun substitut n'a jusqu'ici été trouvé aux instruments de régulation keynésiens, au moment même où les protagonistes majeurs de l'économie capitaliste mondialisée se livrent à une rivalité intense, où les USA ont vu s'éroder tous leurs moyens d'hégémonie à l'exception de leurs moyens militaires dont ils ne peuvent utiliser qu'une petite partie, avec un succès très relatif. Pour exprimer les choses de manière formelle, il n'y a à l'heure actuelle aucune institution nationale ou internationale pour rappeler au capital qu'il sera tôt ou tard confronté à son principe de réalité, d'après lequel l'accomplissement du cycle A-M-P-M'-A' est incontournable ; tout obstacle qui entraverait son mouvement déboucherait sur des situations de crise toujours plus aiguës.

II. b. L'entrée dans une phase de l'histoire inédite où l'accumulation se heurte aux « barrières externes » des ressources et du changement climatiques

Il y a plus de vingt ans, James O'Connor (1991 et 1998) a évoqué l'émergence de ce qu'il a appelé la « seconde contradiction du capital ». Nous devons garder le terme contradiction pour qualifier les obstacles et limites internes au mouvement de l'accumulation. Mais nous devons aussi incorporer dans la théorie de l'accumulation les conséquences de la « finitude du monde » et de sa fragilité physico-chimique. La « finitude » prend la forme d'un épuisement prévisible de certaines ressources naturelles clefs – sur la base tout au moins des paramètres qui fondent actuellement la « croissance », c'est-à-dire la production soumise au profit – et de l'annonce de changements climatiques affectant les conditions élémentaires, physico-chimiques, de la reproduction sociale, dont on voit les effets déjà dans certaines parties au moins de la planète (Chesnais & Serfati, 2003). Elle porte en elle de terribles souffrances et la guerre à des niveaux multiples.

La question écologique touche à la civilisation telle qu'elle a été comprise au moins jusqu'ici. Elle exprime d'une manière nouvelle l'alternative définie par Rosa Luxembourg il y a bientôt un siècle, « socialisme ou barbarie ». Evidemment, l'appréciation de la manière dont les facteurs écologiques ou la raréfaction des ressources clefs peuvent dresser des barrières externes à l'accumulation, exige des recherches et des débats qui ont à peine commencé. Certains effets sur l'accumulation seront immédiats, tels le renchérissement du prix du

pétrole et un nombre croissant de matières de base. D'autres branches industrielles peuvent subir le contrecoup de la baisse du pouvoir d'achat de populations dont l'existence est actuellement entièrement conditionnée par l'usage quotidien de l'automobile. D'autres secteurs bénéficieront peut-être de retombées positives résultant d'investissements dans des énergies de substitution. Les effets sur l'accumulation pourront aussi être indirects, sous la forme de guerres pour le contrôle des champs de pétrole restants. Dans le cas des changements climatiques menaçant la vie des gens dans des régions et pays déjà déshérités, l'ampleur des effets sur l'accumulation sera en proportion de l'ampleur des soulèvements sociaux ou des conflits intercommunautaires ou interethniques, et de leurs impacts internationaux. Les institutions telles que le Pentagone, chargées de veiller sur la sécurité du capital et la pérennité de la domination des riches s'y préparent (Voir par exemple le *Rapport secret du Pentagone sur le changement climatique*, 2003).

C'est que le capital ne reste pas passif devant ces évolutions et tend à appuyer la poursuite de l'accumulation sur l'octroi de nouveaux droits de propriété privée sur les biens naturels. Biodiversité, climat, ressources minières et fossiles sont devenus, sous couvert de lutte contre la crise écologique, trois nouveaux domaines de valorisation du capital et de spéculation sur la crise écologique. L'heure est à des solutions technoscientifiques telles que la géo-ingénierie, dont le caractère « prométhéen » exprime de façon presque caricaturale la volonté de briser toutes les barrières, de permettre à la valorisation « *sans fin et sans limite* » de se poursuivre. Les coûts en sont gigantesques et les résultats très peu assurés. Mais leur conception même traduit l'entrée dans une phase radicalement nouvelle dans laquelle les effets de ces barrières externes vont peser de plus en plus lourd dans la formation du taux de profit. Le renchérissement des matières premières, joint à l'excédent de capacités productives révélées à l'occasion de la crise, élèvent ce que Marx a nommé le capital constant, et dont l'accroissement par rapport à la partie du capital avancée en travailleurs élève à son tour la composition organique du capital.

III. La théorie du capital constant et sa portée pour la formation du taux de profit

Saisir la nature et le mode d'existence du capital constant, le sens de l'évolution et de la composition organique du capital, nécessitent un détour par l'histoire de la pensée et les différentes conceptions de la valeur-travail.

III. a. Le rôle de la catégorie de travail vivant dans la distinction entre capital constant et capital variable

La catégorie de travail vivant joue chez Marx un rôle déterminant dans l'élaboration de ses propres catégories, et parmi elles du capital constant.

Tout d'abord, il va de soi que la différence entre capital constant et capital variable suppose la reconnaissance explicite du caractère vivant du travail créateur de valeur. « Les mêmes composantes du capital qui, du point de vue du procès de travail, se distinguent entre elles comme facteurs objectifs et subjectifs, comme moyens de production et force de travail, se distinguent, du point de vue du procès de valorisation, en capital constant et capital variable. » (Marx, 1890, pp. 234-235). Ces deux catégories renvoient donc au rôle joué par les différents éléments intervenant dans la production. Or l'économie politique jusqu'à Marx séparait les éléments du capital uniquement d'après leur mode de circulation : capital fixe et capital circulant. Mais en appelant capital circulant aussi bien le capital avancé en salaires que le capital avancé en matières premières et auxiliaires, elle confondait les différences de fonction que ces éléments assument dans le procès de production et de cette façon la nature et l'origine de la plus-value ou, si l'on préfère, de la valeur produite au-delà de la valeur du capital avancé.

En réalité, cette confusion dans l'économie politique vient de ce que les économistes ont assimilé le travail employé à une avance de salaires, c'est-à-dire, au fond, à du travail objectivé dans des biens de consommation. D'où la tendance des économistes à placer le versement des salaires sur le même plan que l'achat de matières premières qui se consomment au même rythme et se reproduisent à chaque période de production, à la différence du capital fixe incarné dans les machines, installations, etc.²

² Inspirés des principes de la philosophie utilitariste, les classiques se sont toujours représenté le travail lui-même, l'activité productive, comme une peine, comme un sacrifice consenti par l'individu pour la satisfaction de ses besoins personnels, jamais comme acte positif, comme activité créatrice socialement déterminée de l'individu. Le seul caractère social du travail que les économistes sont prêts à reconnaître consiste précisément dans le produit du travail comme marchandise, dans la valeur d'échange. Aussi conçoivent-ils le travail créateur de valeur uniquement sous l'aspect de son produit, et le travail à l'origine de la valeur d'usage leur apparaît comme une peine, comme effort (Marx, 1890, note p. 53). Le problème de la reproduction du capital constant met le doigt sur la nécessité de reconnaître la double nature du travail créateur de valeur : « J'ai été le premier à mettre le doigt, de manière critique, sur cette nature bifide du travail contenu dans la marchandise [autour de laquelle] tourne la compréhension de l'économie politique » (1890, note p. 47).

III. b. Le travail vivant et la reproduction de la valeur du capital constant

Mais le caractère vivant du travail ne rend pas seulement compte de la nature et de l'origine de la plus-value dans le processus de valorisation du capital. Elle conditionne l'explication des conditions d'explication de la reproduction du capital constant. En réalité c'est le caractère vivant du travail créateur de valeur qui assure le transfert de la valeur du capital constant dans la marchandise. D'un côté, le travail vivant ne fait qu'ajouter de la valeur nouvelle à la valeur du capital constant : « *le travail vivant n'ajoute de valeur à la valeur présumée dans le matériau et le moyen de travail que dans la mesure où il est en lui-même une nouvelle quantité de travail, et non pour autant qu'il est du travail réel, utile, considéré du point de vue de sa détermination matérielle* » (Marx, 1861-63, p. 83). Mais en tant qu'il est vivant précisément, le travail ressuscite d'entre les morts les conditions objectives de son travail ; par l'usage adéquat qu'il en fait, leur valeur entre dans le produit de son travail. « Les valeurs qui entrent dans le procès de travail sont donc conservées simplement par la *qualité* du travail vivant, par la nature de sa mise en œuvre qui maintenant se saisit réellement de ces objets morts – dans lesquels les valeurs données existent comme valeurs d'usage – [...] *Ils sont conservés comme valeurs d'échange en général parce que le travail les utilise comme valeurs d'usage.* » (1861-63, p. 83). Ainsi la marchandise ne renferme pas uniquement la valeur ajoutée par le travail nouveau, mais, en outre, la valeur du capital consommé au cours du procès de travail. Non pas seulement la somme des revenus, mais la somme du capital constant, du capital variable et de la plus-value.

III. c. La composition du produit brut chez les classiques et chez Marx : la création et le transfert de la valeur

Marx a longuement analysé les formes de reproduction du capital constant, en particulier pour apporter la démonstration qu'on ne pouvait pas, comme le fit Smith, réduire la totalité du revenu brut à la somme des revenus de la nation : salaires, profits et rentes. L'une des vertus des schémas de reproduction est de bien faire à quel point une grande partie de la valeur du capital ne représente aucun revenu. Dans l'exemple suivant en effet :

Secteur I (biens de production) : $4000 C + 1000 V + 1000 PL = 6000$

Secteur II (biens de consommation) : $2000 C + 500 V + 500 PL = 3000$

les 4000 C du secteur I en réalité ne font l'objet que d'un transfert dans la valeur du produit ; ils ne s'échangent aucunement contre du revenu; les 2000 C du secteur II en revanche représentent du revenu pour le secteur I à qui les capitalistes du secteur II les achètent en échange de biens de consommation d'une valeur égale. Mais pour ces

capitalistes, cet échange ne vise en fait qu'à reconstituer le capital de départ (Marx, 1885, pp. 51-55).

Dans ses schémas de reproduction simple, Marx voulait notamment faire apparaître non seulement que le capital constant dont la valeur entre dans le produit brut ne représente pas de revenu pour le capitaliste individuel, mais que le capital constant du secteur qui produit les moyens de production ne représente aucun revenu du tout : il est lui-même échangé contre du capital à l'intérieur de ce secteur. En fait, la célèbre confusion de Smith entre le produit brut et le produit net, répétée ensuite par ses successeurs, renvoie ici encore à une indifférence plus profonde entre le travail créateur de valeur d'usage et le travail producteur de valeur d'échange. Dans la mesure où chez Smith et Ricardo le travail ne sert qu'à ajouter de la valeur nouvelle, on n'explique ni comment ni pourquoi la valeur de ces moyens se conservent dans la valeur du produit. On ne le pourrait qu'à condition de considérer ce même travail aussi comme travail utile, créateur de valeur d'usage. « Le travail conserve donc les valeurs dans le procès de travail comme travail réel vivant, tandis qu'il n'ajoute une valeur nouvelle aux valeurs existantes que comme travail social abstrait, comme temps de travail. » (Marx, 1861-63, p. 87). C'est donc le travail concret, faisant un usage adéquat des moyens de production spécifiques, qui conserve dans son produit la valeur du capital constant. Tant qu'on considère le travail uniquement dans sa dimension créatrice de valeur nouvelle, la conservation et donc aussi l'accroissement de la valeur des moyens de production restent incompréhensibles et contribuent à entretenir une conception fétichisée du capital comme objet s'auto-valorisant indépendamment de son contact avec le travail vivant.

III. d. La théorie marxienne des crises contre l'approche sous-consommationniste

Chez Marx, c'est bien connu, le progrès technique et organisationnel, dans la mesure où il accroît la productivité du travail, provoque la diminution de la part du capital avancé en travail relativement à la part avancée en moyens de production. Il entraîne ainsi la hausse de ce que Marx appelle la composition organique du capital.

Avant d'examiner les effets de cette hausse sur la production, notons que pour la sphère des échanges aussi la baisse relative du travail vivant dans la production n'est pas sans conséquences. Car à mesure que diminue la part du capital avancée en travail, diminue

également la part du travail nouvellement ajouté dans la marchandise, qui se compose d'une proportion toujours plus grande de travail objectivé dans le capital constant consommé. Si l'on reprend l'hypothèse des classiques d'un capital investi uniquement en forces de travail, le taux de profit n'exprime en réalité que le taux de plus-value ou si l'on préfère, le rapport entre le profit et les salaires avancés, si bien que le profit brut paraît se décomposer en sommes de revenus (salaires, rentes et profits), et non en somme de la valeur capital constant et de la valeur ajoutée (capital variable et plus-value). C'est cette représentation du revenu brut qui inspire les premières explications des crises en termes de sous-consommation, tantôt des masses (Sismondi, 1819), tantôt des couches improductives de la société (Malthus, 1820). Mais cette représentation continue d'inspirer de manière implicite les approches stagnationnistes d'inspiration kaleckienne ou keynésienne (Steindl, 1952 ; Brenner, 2006). Certes les stagnationnistes n'ignorent pas l'existence du capital constant ; en un sens toute leur analyse repose sur lui, mais ils en font un usage ambivalent. D'un côté le capital constant, dont l'énorme croissance caractérise l'ère du capitalisme monopoliste, pèse sur la valorisation et explique la tendance stagnationniste de fond. Mais d'un autre côté, tout se passe comme si la scène où se joue la réalisation des marchandises ne le regardait plus, comme si donc son accroissement dans la sphère productive ne se manifestait plus dans la composition de la marchandise entrant dans la circulation. D'un côté donc les stagnationnistes empruntent à Marx ses catégories de la production pour analyser les mutations du capitalisme des monopoles, d'un autre côté ils oublient que ces catégories sont aussi des catégories de la circulation qui déterminent les conditions de la réalisation de la valeur.

Pour expliquer les crises, ils prennent alors refuge dans l'idée classique qu'elles éclatent suite à une surproduction de marchandises par rapport au pouvoir limité des masses. Mais l'accumulation du capital a justement pour présupposé général le pouvoir de consommation limité des producteurs directs. Sur la base de notre organisation sociale, l'emploi des travailleurs ne vise qu'à la conservation et la valorisation du capital existant en moyens de production, installations, machines, matières premières, etc. Or la production capitaliste, note Marx, ne poursuit ce but que par des moyens qui s'y opposent simultanément. « La dépréciation périodique du capital existant – un des moyens inhérents au mode de production capitaliste pour arrêter la baisse du taux de profit et accélérer l'accumulation de valeur-capital par la formation de capital nouveau – trouble les conditions données où s'accomplit le processus de circulation et de reproduction du capital

et s'accompagne donc d'arrêts brusques et de crises du processus de production. » (Marx, 1894, pp. 1031-1032). Et plus l'accumulation s'élargit, et donc plus croissent les moyens de production objectifs dans la composition du capital social, plus ce facteur de trouble mentionné par Marx acquiert de l'importance, de même que la reproduction du capital constant existant devient décisive dans la réalisation de la valeur incorporée dans la marchandise.

Ainsi la rareté des matières premières par exemple, qui contraste avec la capacité exponentielle de produire du nouveau capital fixe, constitue une source de fluctuations et de crises dont l'importance croît également à mesure que la production capitaliste se développe. En effet plus sont grands « les moyens d'accroître rapidement et durablement la partie du capital constant composée de machines, etc., et plus est rapide l'accumulation (surtout en période de prospérité), d'autant plus grande sera la surproduction relative de machines et autre capital fixe, et d'autant plus fréquente sera la sous-production relative des matières premières végétales et animales ; dès lors, plus sera sensible la hausse, ci-dessus décrite, de leurs prix et les répercussions correspondantes. D'autant plus fréquentes sont donc les convulsions dues aux fluctuations violentes des prix d'un des éléments principaux du processus de reproduction. » (1894, p. 930). D'une manière générale, la hausse de la composition organique du capital, qui accompagne le progrès de l'accumulation du capital, signifie que la majorité des producteurs ne s'approprient qu'une part toujours plus petite de leur production, la valeur des matières premières et instruments de travail ne représentant de revenu ni pour le capitaliste ni pour le travailleur.

D'un autre côté, pour être employés et donc pouvoir acheter des marchandises et satisfaire leurs besoins, les salariés « doivent toujours être *surproducteurs*, toujours produire au-delà de leurs besoins » (1861-63b, p. 485). Or la production de plus-value relative, on l'a vu, implique un développement constant des forces productives et des méthodes de production qui d'une part font baisser le taux de profit en diminuant la partie variable du capital accumulé, d'autre part dévalorisent les méthodes anciennes, abaissent la valeur des marchandises, bref déprécient la valeur-capital existante. Ainsi, pour Marx, la contradiction la plus profonde que révèlent les crises est celle entre la « tendance au développement absolu des forces productives, sans tenir compte de la valeur et de la plus-value qu'elle renferme » et « la conservation de la valeur-capital existante et son expansion maximum (c'est-à-dire l'accroissement accéléré de cette valeur) » à quoi se destine ce développement (1894, p. 1031). Même lorsqu'il y a surproduction de biens de consommation, ce n'est pas

cette surproduction-là qui explique la crise, mais la surproduction de moyens de production, ces moyens fussent-ils des moyens de subsistance fonctionnant comme capital additionnel, autrement dit servant de moyens d'exploitation du travail à un degré donné. Dès que le capital additionnel ainsi créé ne pourrait plus exploiter le travail aux conditions requises, il y aurait aussitôt une « surproduction absolue de capital » mettant en place les conditions d'apparition d'une crise.

Ce résumé des principaux éléments de la théorie des crises développée dans le Livre III, où se trouve selon nous l'approche la plus fidèle aux catégories et lois développées ailleurs dans *Le Capital*, révèle suffisamment l'importance de l'évolution de la composition organique du capital dans le mouvement conduisant aux crises.

Pourtant, si l'on écarte les analyses marxistes qui situent l'origine de la crise dans la sphère financière pour l'essentiel (Moseley, 2009 ; Panitch & Gindin, 2009), celles qui centrent leur attention sur l'évolution du taux de profit dans l'industrie examinent rarement de façon directe l'évolution de cet indicateur de l'accumulation. Ainsi R. Brenner (2006) note que les firmes des pays développés, pour conserver leur pouvoir de monopole, ont maintenu un excès capacités productives malgré un marché saturé. Plutôt que de se redéployer dans les secteurs plus compétitifs, les firmes auraient préféré baisser les salaires, aggravant ainsi la situation de surcapacité chronique. Or cette explication ne rend compte ni de l'existence de tels excès dans un pays tel que la Chine, dont le taux de croissance ne fut jamais inférieur à 7% entre 1978 et 2007 (Voir le rapport de la European Chamber, 2009), ni de la forte croissance aux USA dans les années 90 avec le boom des nouvelles technologies (2006, p. 39). Chez Brenner, l'existence de surcapacités découle pour l'essentiel des résistances des firmes anciennement implantées à se redéployer dans des secteurs plus compétitifs et de l'excès d'offre de produits aux coûts sans cesse réduits par l'innovation et le renouvellement des capitaux. Ainsi, nulle part Brenner n'analyse l'évolution de la composition du capital, ni la diminution de la part du travail dans l'investissement.

A. Kliman (2009), il est vrai, a tenté de démontrer la baisse persistante du taux de profit aux USA depuis le milieu des années 50 par la hausse de la composition en valeur du capital. Toutefois il ne construit pas directement de courbe de la composition organique du capital. Plus problématique, il admet que si l'on comptait les revenus des managers, etc., dans les profits, le niveau du taux de profit deviendrait plus élevé. Or les salaires de ces couches supérieures de travailleurs, Kliman le constate lui-même, ont augmenté à partir des années 90 si bien que, la part des salaires dans le revenu ayant baissé, la part de la plus-value a

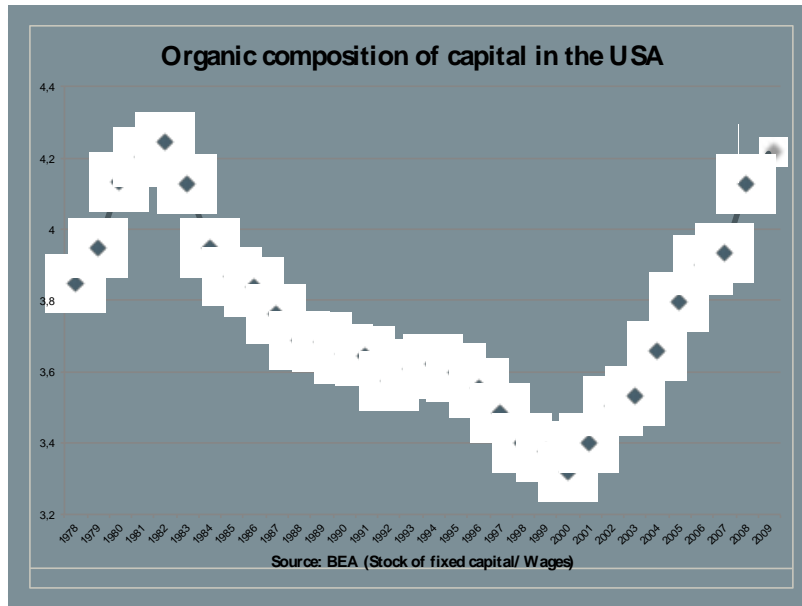
augmenté. En outre, si l'on calcule le capital à son prix de remplacement plutôt qu'à son coût historique, le taux de profit n'évolue plus à la baisse.

M. Husson (2009) reproche à la méthode de Kliman tantôt ne pas tenir compte de l'inflation (2009, p. 13), tantôt d'en tenir compte à l'aide d'expédients qui négligent l'évolution de productivité du travail dans ses calculs (2009, p. 16). Or en évaluant le capital fixe au coût de remplacement et en incluant les profits du secteur financier, Husson démontre au contraire de Brenner, Freeman et Kliman, que le taux de profit aux USA et dans les principaux pays d'Europe a bel et bien augmenté, avec des épisodes de baisse et parmi elles, semble-t-il, la période entre 1998 et 2003.

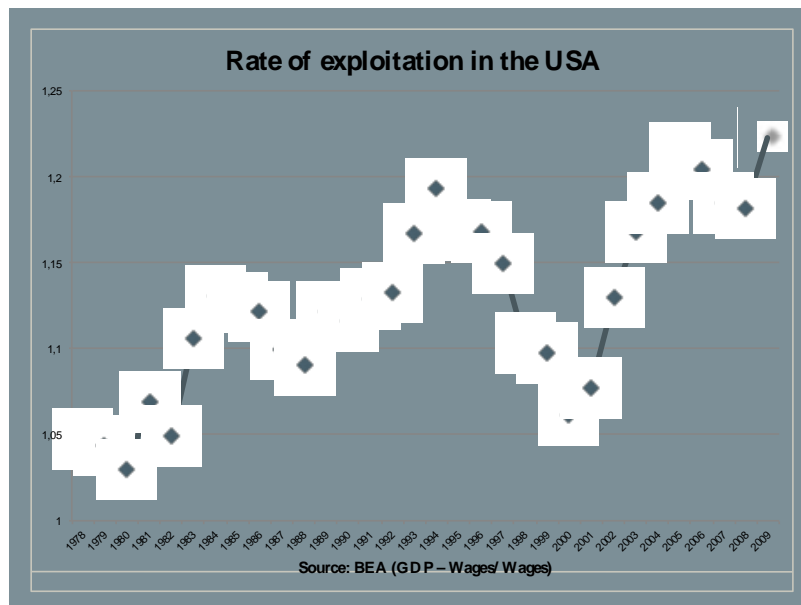
III. e. La hausse de la composition organique du capital en Chine et aux USA avant la crise de 2008

L'approche qui est proposée ici vise à comparer, à partir de sources statistiques disponibles, l'évolution du rapport de la composition du capital à la production de plus-value dans les deux principales régions économiques du monde : la Chine et les USA. Nous utilisons le *China Statistical Yearbook* (2010) pour la Chine et le *Bureau of Economic Analysis* pour les USA, dans lesquels le capital fixe est évalué au prix courant et auquel nous avons soustrait les biens résidentiels. L'évolution de ce rapport est illustrée dans trois indicateurs : la composition organique du capital, le taux d'exploitation du travail et la productivité du capital. Ce dernier indicateur, qui découle de la théorie néoclassique de la productivité des facteurs, ne nous sert qu'à confirmer le poids du capital constant sur le taux de profit des entreprises.

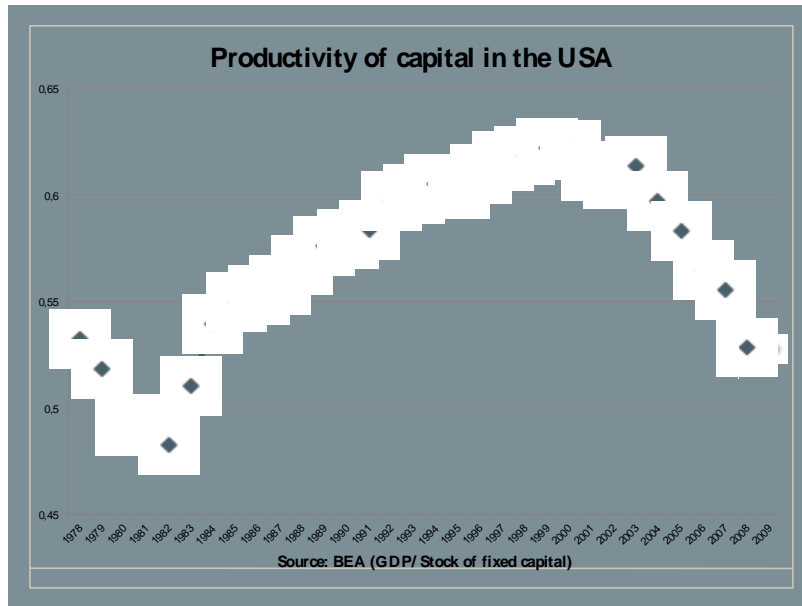
Dans le cas des USA, la composition organique du capital, mesurée par le rapport entre le stock de capital fixe et les salaires, augmente de manière régulière à partir de 2000, alors qu'elle avait baissé notamment en raison de la désindustrialisation et des faibles coûts des technologies de l'information et de la communication. Or après 2002, l'investissement net s'était beaucoup accru jusqu'à la veille de la crise :



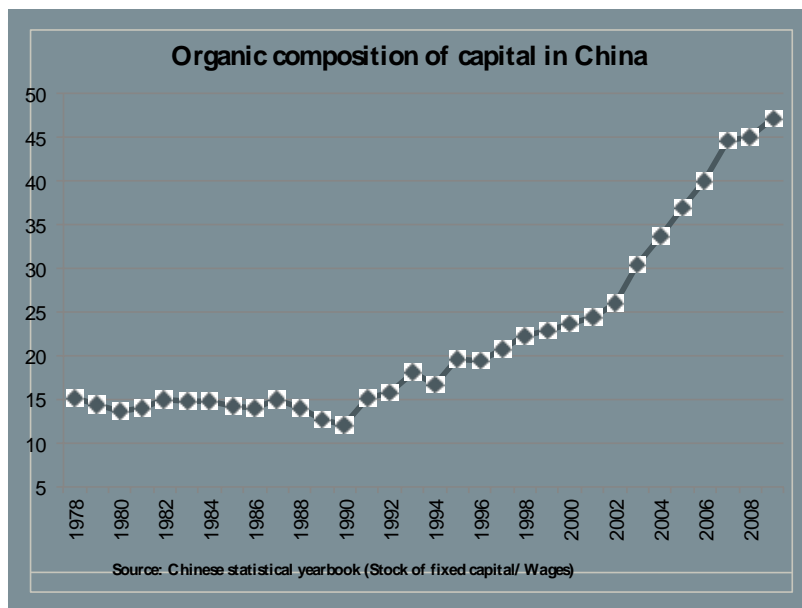
L'année 2000 est aussi elle où le taux d'exploitation commence à augmenter fortement, après une baisse dans les années 90 due à un faible taux de chômage durant la période :



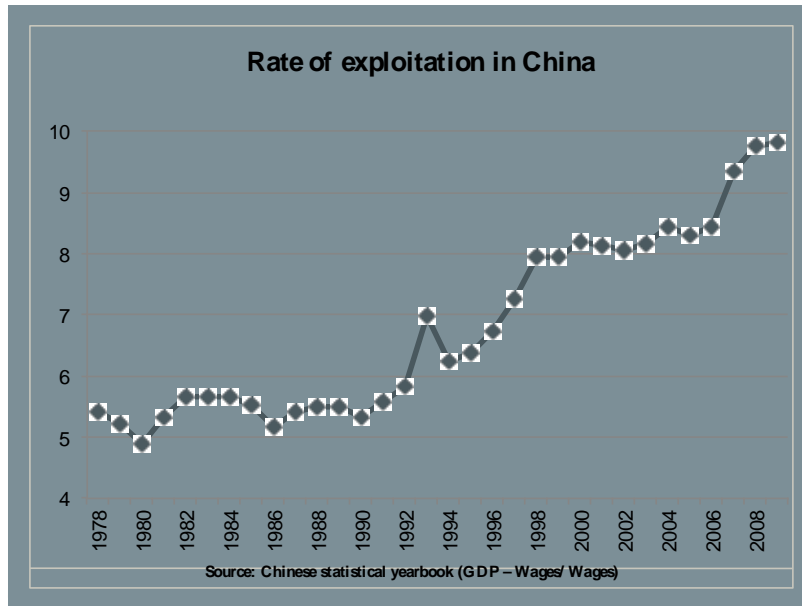
À l'inverse, après deux décennies de forte croissance sous le régime de croissance néolibéral, l'année 2000 marque une rupture. À partir de cette date en effet, il se produit une chute de la productivité du capital, exprimée dans le rapport entre le PIB et le stock de capital fixe :



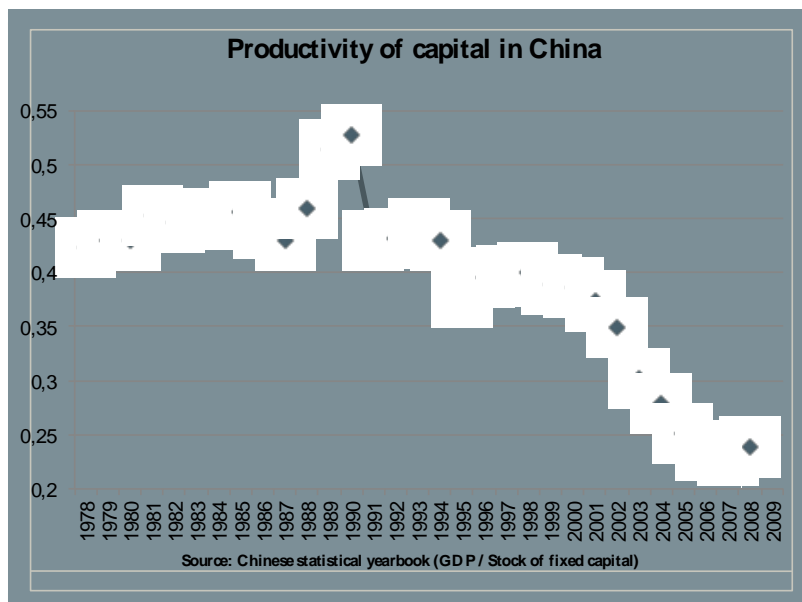
Ces mêmes indicateurs pour la Chine rendent perceptible un mouvement de croissance typique des pays en développement. Depuis la fin des années 80, la composition organique du capital augmente continuellement, avec une hausse spectaculaire après 2002.



Le taux d'exploitation est quant à lui en hausse quasi-permanente jusqu'en 2008 :



Enfin productivité du capital n'a pratiquement jamais cessé de diminuer, en raison d'un taux très élevé d'investissement en capital fixe. En calculant la productivité globale des facteurs qui mesure la part de l'innovation et de la connaissance dans la croissance, M. Aglietta et Yves Landry ont démontré à quel point la Chine devait sa croissance à des investissements lourds en capital fixe (Aglietta & Landry, 2007, pp. 25-26) :



IV. Conclusion

L'intérêt d'examiner l'évolution de la composition organique du capital est double : premièrement, cette évolution signale les tensions qu'ont pu connaître la Chine et les USA dans leur dynamique d'accumulation respective et encourage sur cette base à relancer sur cette base le débat sur l'évolution du taux de profit. Deuxièmement, elle nous permet d'établir des comparaisons entre les deux pays du seul point de vue de la production. Or malgré leurs différences de maturité, la Chine et les USA ont suivi une évolution tout à fait parallèle en termes de composition du capital et de rapport capital/travail à partir de la crise de l'économie internet en 2000. À partir de cette date tout se passe comme si les conditions classiques d'une crise de surproduction se mettaient en place : non une faible demande ni simplement une surproduction de biens de consommation, ni même une chute du taux d'accumulation aux USA, mais plus fondamentalement un excès de capital, ou si l'on préfère, une surproduction de moyens de valorisation à l'échelle mondiale.

V. Bibliographie

Adrian, Tobias & Hyun Song Shin (2009), « Le système bancaire parallèle : implications pour la régulation financière », *Revue de la stabilité financière*, n°13, septembre.

Aglietta, Michel & Yves Landry (2007), *La Chine vers la superpuissance* », Economica, Paris.

Brenner, Robert (2006), *The economics of global turbulence: the advanced capitalist economies from long boom to long downturn, 1945-2005*, Verso, New York.

Bureau of Economic Analysis, <http://www.bea.gov/>

Carchedi, Guglielmo (2011), « Behind and beyond the crisis », *International socialism*, 132.

Chesnais, François et Claude Serfati (2003), « Les conditions physiques de la reproduction sociale », in J-M. Harribey et Michael Löwy (eds.), *Capital contre nature*, Actuel Marx confrontation, PUF, Paris.

China Statistical Yearbook (2010), <http://www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2010/indexee.htm>

Eichengreen, B and K O'Rourke (2010), « A tale of two depressions: What do the new data tell us? », February 2010 update, VoxEU.org, 8 March.

European Chamber (2009), *Overcapacity in China. Causes, impacts and recommendations*.

Husson, Michel (2009), « La hausse tendancielle du taux de profit » (Document de travail).

Kliman, Andrew (2009), « The persistent fall in profitability underlying the current crisis: New temporalist evidence (Working paper).

Malthus, Thomas (1820/1969), *Principes d'économie politique*, Calmann-Levy, Paris.

Marx, Karl (1857-58/1981), *Grundrisse*, Éditions sociales, Paris.

Marx, Karl (1861-63/1979), *Manuscrits de 1861-1863 (Cahiers I à V)*, Éditions sociales, Paris.

Marx, Karl (1861-63b/1968), *Matériaux pour l'« Économie »*, Gallimard, Paris.

Marx, Karl (1885/1974), *Le Capital : Livre II*, Tome II, Éditions sociales, Paris.

Marx, Karl (1890/1983), *Le Capital : Livre I*, Éditions sociales/Messidor, Paris.

Marx, Karl (1894/1968), *Le Capital : Livre III*, Gallimard, Paris.

Moseley, Fred (2009), « The U.S. economic crisis : causes and solutions », *International SocialistReview*, N°64, March-April.

O'Connor, James (1991), « On the two contradictions of capitalism », in *Capitalism, nature, socialism*, 2(3), pp. 107-109.

O'Connor, James (1998), *Natural causes: Essays in ecological marxism*, The Guildford, New York.

Panitch, Leo & Sam Gindin (2009), « From global finance to the nationalization of the banks: Eighttheses on the economic crisis », *The Bullet*, 25 February.

Rapport secret du Pentagone sur le changement climatique (2003), Éditions Alia, Paris, 2006.

Sismondi (de), Jean-Charles Leonard Sismonde, (1819/1971), *Nouveaux principes d'économie politique*, Calmann-Levy, Paris.

Steindl, Josef (1952), *Maturity and stagnation in American capitalism*, Monthly Review Press, New York & London.